

Accords fiscaux—Loi

Toutefois, les députés de ce côté-ci de la Chambre ont également des droits. Nous exerçons ces droits aujourd'hui et l'un d'eux est de prouver aux Canadiens que le budget ne tient nullement compte des promesses faites par le gouvernement. Les conservateurs n'ont jamais dit qu'ils réduiraient le budget en sabrant les fonds accordés au régime d'assurance-maladie et aux recherches médicales ou au Conseil national des recherches, comme mon collègue, le député de Laurier l'a signalé aujourd'hui.

Le gouvernement n'a pas promis d'équilibrer son budget en affaiblissant le régime d'assurance-maladie après avoir encouragé les provinces à y participer il y a dix ans, les assurant qu'elles obtiendraient l'appui du gouvernement fédéral.

Le gouvernement a déclaré qu'il équilibrerait son budget en dépitant les gaspillages et les extravagances du gouvernement libéral. Après avoir cherché pendant deux ans des preuves du gaspillage et de la prodigalité de l'ancien gouvernement libéral, il semble que les conservateurs ne puissent faire autrement maintenant que de refiler leurs responsabilités aux provinces, en réduisant des programmes parmi les plus appréciés, les plus utiles et les plus justes que nous ayons au Canada. Le gouvernement a dû recourir à cette mesure dans l'espoir de tenir ces promesses budgétaires.

À propos de gaspillage et de prodigalité, je voudrais savoir . . .

[Français]

Comment un jeune homme de Baie-Comeau peut-il payer \$1,200 par nuit pour avoir un hôtel à New York? Et comment peut-il payer un demi-million de dollars pour une visite d'une semaine à Paris? C'est cela que j'aimerais savoir . . .

M. Côté (Lac-Saint-Jean): Insignifiant!

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre!

M. Kaplan: Non seulement cela, mais comment il peut le faire après les promesses qu'il a faites au cours de la campagne électorale, d'avoir un gouvernement restreint.

[Traduction]

Il a donné aux Canadiens l'impression qu'en raison de ses origines il saurait user de modération et que c'était le pli qu'il imprimerait à son gouvernement. Or nous avons vu ce dernier s'adonner au favoritisme, et mener un train de vie où règnent le gaspillage, la prodigalité et le luxe. Les compressions budgétaires se feront au détriment des autres.

[Français]

Le président suppléant (M. Charest): Questions ou commentaires. L'honorable député de Lac-Saint-Jean (M. Côté).

M. Côté (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, je voudrais demander à l'honorable député, si les documents ayant trait à l'accès à l'information du gouvernement précédent n'avaient pas tous disparu, si le même député aurait l'audace et le courage de déposer les dépenses de l'ancien gouvernement, de l'ancienne «gang» de mandarins devant la télévision canadienne et les gens qui sont dans les tribunes . . . Auriez-vous ce courage-là, monsieur le député?

M. Kaplan: Monsieur le Président . . .

M. Côté (Lac-Saint-Jean): Tout le monde est au courant de vos dépenses!

M. Kaplan: . . . si je peux avoir la parole . . .

M. Côté (Lac-Saint-Jean): On le sait, tout le monde est au courant!

M. Kaplan: Monsieur le Président, je suis très heureux d'essayer de répondre. Je ne connais pas les chiffres moi-même, mais c'est le gouvernement conservateur qui avait fait la promesse de couper cette espèce d'extravagance. Moi, je ne sais pas si cela existait. Je n'ai pas les factures de l'ancien gouvernement.

Mais il y a une chose que je sais, c'est que le gouvernement actuel les a. Ils ont ces factures. Et quand ils les ont, ils les rendent publiques. Et moi, étant donné qu'ils n'ont pas déposé les chiffres comparables de l'ancien gouvernement, les chiffres qu'ils ont sans doute car ces espèces de factures ne disparaissent pas, et moi, dis-je, en l'absence de ces factures que le gouvernement peut rendre publiques, j'en viens à la seule conclusion que leurs dépenses sont beaucoup plus considérables que celles de l'ancien gouvernement car, autrement, ils les auraient rendu publiques. Cela, c'est ma conclusion à moi.

M. Lanthier: Monsieur le Président, justement, à propos des transports, j'aimerais lui servir quelques statistiques. Depuis l'avènement du nouveau gouvernement en 1984, l'usage des aéronefs a diminué de 22 p. 100 par rapport à la dernière année des libéraux, ce qui représente 2.5 millions de dollars d'épargnes depuis 1984. Si ce sont des chiffres qu'on veut, on va lui en donner.

Monsieur le Président, les données comparatives entre le nombre de mois d'utilisation; les libéraux, en douze mois et demi ont utilisé en moyenne 2.65 heures de vol par mois, tandis que le parti progressiste conservateur, en dix-neuf mois et demi a utilisé 205 heures de vol par mois. Si ce sont des chiffres que l'ancien ministre et le triste nouveau député veut avoir, on va lui en donner. Le nombre de vols moyens par mois de l'ancien gouvernement était de 54, et celui du nouveau gouvernement de 42.

Alors, je m'explique mal comment ces gens peuvent venir nous lancer à la face qu'il y a augmentation de dépenses, lorsque statistiquement, il est prouvé, et cela d'une façon ouverte dans les comptes publics, que le dernier gouvernement libéral a utilisé les avions d'une façon éhontée, et depuis notre avènement, sous le signe du changement, nous avons coupé les dépenses de 22 p. 100.

J'aimerais qu'il fasse des commentaires là-dessus.

[Traduction]

M. Kaplan: Monsieur le Président, ma perception de la question est peut-être différente de celle du député d'en face, mais il ne m'a jamais semblé que c'était un signe de prodigalité que de se servir des avions de l'État. Ces avions sont mis au service des ministres qui les utilisent quand ils ont de bonnes raisons de ne pas circuler en avion commercial.